

ORDONNANCE DE POLICE DU BOURGMESTRE EN VUE D'APaiser LES ESPACES PUBLICS SAINT-GILLOIS DANS LE PÉRIMÈTRE DÉTERMINÉ.

LE BOURGMESTRE,

Vu la Nouvelle loi communale et notamment ses articles 119*bis*, 133 alinéa 2, 134 § 1^{er} et 135, §2 ;

Vu la loi du 24 juin 2013 relative aux sanctions administratives communales ;

Vu la loi du 5 août 1992 sur la fonction de police ;

Vu l'article 37*bis* de la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux, qui institue un conseil régional de sécurité (« CORES »), chargé de suivre la mise en œuvre du plan régional de sécurité, lequel est élaboré par l'Agglomération bruxelloise en vue d'assurer une politique de sécurité urbaine intégrée sur le territoire de l'arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale ;

Vu l'arrêté-loi du 14 novembre 1939 sur la répression de l'ivresse, notamment son article 1^{er} qui réprime l'état d'ivresse dans un lieu public ;

Vu le Règlement général de police du 7 mai 2020 et, notamment, l'article 4 qui prévoit la sanction de la fermeture administrative temporaire ou définitive des établissements ;

Vu le règlement relatif aux magasins de nuit, aux bureaux privés pour les télécommunications et Librairies-presse adopté par le Conseil communal en date du 14 mars 2024 ;

Vu les ordonnances de police adoptées par les instances communales en vue d'apaiser les espaces publics Saint-Gillois, du 22 juin 2023 au 2 septembre 2026 ;

Vu l'Arrêté du Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale du 2 septembre 2026 instaurant un certain nombre de mesures de police administrative en vue de prévenir les nuisances et de faciliter le rétablissement de l'ordre public dans le contexte des débordements de violence observés sur le territoire régional et liés au trafic, à la vente et à la consommation de drogues ;

Vu l'Ordonnance de police du Bourgmestre du 4 septembre 2026 portant sur l'exécution de certaines dispositions de l'arrêté du Ministre-président de la Région de Bruxelles-Capitale du 2 septembre 2026 instaurant un certain nombre de mesures de police administrative en vue de prévenir les nuisances et de faciliter le rétablissement de l'ordre public dans le contexte des débordements de violence observés sur le territoire régional et liés au trafic, à la vente et à la consommation de drogues ;

Considérant que les ordonnances de police susmentionnées ont été prises par le Bourgmestre et le Conseil communal suite aux nombreuses plaintes émanant des riverains, voyageurs, touristes et hôteliers ; que ces plaintes portaient sur d'importants troubles à l'ordre public qui découlaient de l'activité nocturne de certains Horeca et commerces du secteur concerné ;

Considérant que par l'arrêté du Ministre-Président du 2 septembre 2026 susmentionné certaines mesures de lutte contre la drogue ont encore été confirmées jusqu'au 2 mars 2027 sur base du constat que le rétablissement de l'ordre public et notamment la tranquillité des habitants des quartiers concernés nécessitent la mise en œuvre d'actions à moyen et long terme et que la poursuite des actions entreprises sont nécessaires tant que des améliorations suffisamment significatives n'auront pas été observées sur le terrain afin de garantir l'ordre public ;

Considérant que la possibilité de pouvoir s'approvisionner en boissons alcoolisées dans certaines zones à des heures tardives est problématique; que la consommation excessive d'alcool est en effet un facteur facilitant l'adoption de comportements inciviques ; que les activités nocturnes sont plus propices aux débordements comportementaux en lien avec la consommation d'alcool et de drogues;

Considérant que la majorité des nuisances, coups et blessures, bagarres et autres incivilités surviennent régulièrement à partir de 23h et se prolongent au cœur de la nuit ;

Considérant qu'il convient dès lors d'imposer 1h du matin comme heure de fermeture des commerces et établissements accessibles au public dans un secteur limité du territoire saint-gillois ; que l'instauration de cette heure de fermeture aura un impact certain sur la réduction des troubles à l'ordre public et l'amélioration de la qualité de vie dans les quartiers ;

Considérant que les comportements violents constatés par la police dans les secteurs concernés trouvent souvent leur origine dans une consommation excessive de boissons alcoolisées qui s'ajoute fréquemment à la consommation de produits stupéfiants ;

Considérant que les nuisances sont tantôt des nuisances sonores (cris intenses, bris de bouteilles en verre) tantôt des atteintes à la sécurité publique et des atteintes aux personnes (agressions, coups et blessures, bagarres avec bouteilles, dégradations ou vols) tantôt des atteintes à la propreté publique (souillures, vomissures, urine, défécation ainsi que la présence de déchets tels que cannettes, bouteilles, papiers), ainsi que des comportements inappropriés envers les riverains ou les passants (injures, vociférations, cris, harcèlement à l'égard des femmes dans l'espace public etc.) ;

Considérant que cette mesure vise essentiellement, sur le plan du maintien de l'ordre public, à en revenir à une situation de terrain gérable pour toutes les parties, à savoir les riverains, les usagers de l'espace public saint-gillois et de la Gare, les pouvoirs publics, mais également les personnes en errance elles-mêmes ;

Considérant qu'il est en effet observé que les personnes en errance figurent parmi les premières victimes de violences dues à l'alcool, devenant un danger pour leur propre intégrité physique et pour leur santé, mais aussi mettant en péril la sécurité des agents de terrain qui font souvent l'objet d'agressions de la part des personnes ivres ;

Considérant que les niveaux de pouvoirs compétents (fédéraux, régionaux et communaux) ont d'ailleurs adopté un plan en vue d'améliorer la sécurité et la propreté dans la Gare du Midi et ses alentours afin de mettre en place des mesures structurelles et durables, sur le plan sécuritaire mais aussi social ;

Considérant que ce plan prévoit notamment l'interdiction de l'alcool dans la gare ;

Considérant que le service de la Prévention, en collaboration avec plusieurs associations spécialisées en la matière, assure un soutien et un contact continu avec les personnes en rue souffrant d'assuétudes, les orientant vers un parcours de soin en collaboration avec les multiples acteurs associatifs actifs dans les zones visées ;

Considérant que l'alcool ne peut pas être considéré comme un produit de première nécessité et que l'interdiction de consommation de boissons alcoolisées dans les lieux jugés problématiques de l'espace public ne présente pas le caractère d'une interdiction générale et absolue ;

Considérant qu'il appartient à chaque autorité d'utiliser les moyens légaux dans le cadre de ses compétences pour endiguer cette situation préoccupante ;

Considérant que dans un arrêt n°241.671 du 30 mai 2018, le Conseil d'Etat souligne que : *« toute loi de police administrative habilite les autorités compétentes à prendre des mesures préventives tendant à éviter des troubles à l'ordre public avant qu'ils ne surviennent »* et que *« l'autorité dispose à cet égard d'un large pouvoir d'appréciation et peut prendre en compte toute situation potentiellement dangereuse et tout risque, même faible, pour la sécurité publique »* ;

Considérant que l'arrêté-loi du 14 novembre 1939 susmentionné réprime l'état d'ivresse dans l'espace public et le fait de servir des boissons enivrantes à des personnes manifestement ivres ainsi que le fait de faire boire une personne jusqu'à ivresse manifeste ;

Considérant que les Communes ont pour mission de faire jouir les habitants d'une bonne police, notamment de la tranquillité publique, de la salubrité et de la sécurité publique ; qu'il appartient à l'autorité communale de prendre les mesures adaptées et proportionnelles afin d'assurer le maintien de l'ordre public face aux atteintes décrites ci-avant ;

Considérant que la mesure est limitée dans le temps, puisqu'elle sera en vigueur jusqu'au 2 mars 2027, après quoi la situation sera réévaluée ;

Considérant que l'urgence ne permet pas d'attendre la prochaine réunion du Conseil communal pour mettre en œuvre la présente ordonnance ; qu'en effet la prochaine séance du Conseil communal n'aura lieu que le 10 septembre prochain et en raison de la gravité de la situation il y a lieu de garantir la continuité des mesures de police administrative ;

Considérant que le Conseil communal sera amené à confirmer la mesure lors de sa plus prochaine séance, sans quoi l'ordonnance cessera d'avoir effet ;

Vu l'urgence ;

ORDONNE :

Article 1 : Périmètre

La présente ordonnance s'applique au périmètre 1 - MIDI du territoire saint-gillois tel que figurant sur la carte en annexe de la présente ordonnance.

- Périmètre 1 – Quartier dit « Gare du Midi »

- Gare du Midi
- Place Bara
- Boulevard Jamar
- Boulevard Poincaré
- Avenue Paul-Henri Spaak
- Place Marcel Broodthaers
- Esplanade de l'Europe
- Place de la Constitution
- Avenue Fonsny (tronçon entre l'Avenue de la Porte de Hal et Rue Théodore Verhaegen)
- Avenue de la Porte de Hal (tronçon entre Rue de Russie et Rue Blaes)
- Rue d'Argonne
- Rue de Russie
- Rue d'Angleterre
- Rue de Hollande
- Rue de Suède
- Rue Joseph Claes (tronçon entre Avenue Fonsny et Rue Emile Féron)
- Rue Conraets (tronçon entre Avenue Fonsny et Rue Emile Féron)
- Rue de Danemark (tronçon entre Avenue Fonsny et Rue Emile Féron)
- Rue de Mérode (tronçon entre l'Avenue de la Porte de Hal et Rue Théodore Verhaegen)
- Rue de l'Instruction
- Place Victor Horta
- Rue de France
- Rue Ernest Blerot
- Boulevard de l'Europe
- Tunnel et Rue des Vétérinaires
- Rue Théodore Verhaegen (tronçon entre Avenue Fonsny et Rue Emile Féron).

Article 2 : Heures de fermeture des commerces

Tous les établissements accessibles au public (Horeca et assimilés, magasin de nuit, salon de coiffure, librairies, etc.), situés dans le périmètre 1 - MIDI, doivent être fermés au plus tard tous les jours de la semaine et du weekend à 1h du matin et ne pourront rouvrir au plus tôt qu'à partir de 6h du matin.

Article 3 : Mesures et sanctions

§ 1^{er}. En application de l'article 4 de la loi du 24 juin 2013 relative aux sanctions administratives communales, en cas de constat d'infraction à l'article 2 de la présente ordonnance, une amende administrative d'un montant compris entre 175€ et 500 € sera infligée.

§ 2. Il est en outre requis des services de police de procéder à la fermeture immédiate de l'établissement accessible au public qui sera ouvert entre 1h et 6h du matin en violation des dispositions de la présente ordonnance.

§ 3. Conformément à la loi relative aux sanctions administratives communales susmentionnée, des mesures alternatives à l'amende administrative pourront être proposées par la fonctionnaire sanctionnatrice lorsque cette dernière l'estime opportun, notamment la prestation citoyenne, la médiation locale ou, pour les mineurs, l'implication parentale.

§ 4. Les constats seront réalisés par la Police et les agents constatateurs.

Article 4 : Durée

La présente ordonnance s'applique du 3 septembre 2026 au 2 mars 2027.

Article 5 : Publication

La présente ordonnance fait l'objet d'une publication par voie d'affichage et par sa mise en ligne sur le site internet de la commune, conformément à l'article 112 de la Nouvelle Loi Communale.

Article 6 : Exécution

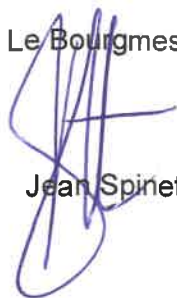
La présente ordonnance sera transmise à Monsieur le Chef de corps de la Zone de Police Midi et à Madame la Fonctionnaire sanctionnatrice. Ils sont chargés de l'exécution de la présente ordonnance et d'en contrôler le respect.

Article 7 : Recours

Un recours en annulation ainsi qu'un éventuel recours en suspension contre la présente Ordonnance peuvent être introduits devant le Conseil d'Etat. La requête en annulation ou en suspension motivée doit être envoyée au Conseil d'Etat, rue de la Science, 33, à 1040 Bruxelles, soit sous pli recommandé à la poste, soit en suivant la procédure électronique (via la rubrique "e-Procédure" sur le site Internet <http://www.raadvst-consetat.be>), dans les soixante jours de sa publication.

Fait à Saint-Gilles, 4 septembre 2026

Le Bourgmestre,



Jean Spinette



POLITIEVERORDENING VAN DE BURGEMEESTER MET HET OOG OP HET HERSTEL VAN DE RUST IN DE AANGEDUIDE PERIMETER.

DE BURGEMEESTER,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid op de artikelen 119*bis*, 133 lid 2, 134 § 1 en 135, § 2;

Gelet op de wet van 24 juni 2013 betreffende de gemeentelijke administratieve sancties ;

Gelet op de wet van 5 augustus 1992 op het politieambt;

Overwegende dat op basis van artikel 37*bis* van de wet van 7 december 1998 tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus, een gewestelijke veiligheidsraad ("GVR") is opgericht om toe te zien op de uitvoering van het door de Brusselse agglomeratie uitgewerkte gewestelijk veiligheidsplan, dat bedoeld is om een geïntegreerd stedelijk veiligheidsbeleid op het grondgebied van het administratief arrondissement Brussel-Hoofdstad te waarborgen;

Gelet op het besluitwet van 14 november 1939 betreffende de bestraffing van de dronkenschap, met name artikel 1 dat de toestand van dronkenschap op een openbare plaats bestraft;

Gelet op het Algemeen Politiereglement van 7 mei 2020 en, inzonderheid, op artikel 4 dat bepaalt de tijdelijke of definitieve administratieve sluiting van de inrichtingen ;

Gelet op het reglement betreffende de nachtwinkels en de privé-bureaus voor telecomcommunicatie aangenomen door de gemeenteraad op 14 maart 2024;

Gelet op de politieverordeningen die door de gemeentelijke overheden werden aangenomen met het oog op het herstellen van de openbare rust in de openbare ruimten van Sint-Gillis, van 22 juni 2023 tot en met 2 september 2026;

Gelet op de Besluit van de minister-president van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 2 september 2026 tot invoering van enkele bestuurlijke politiemaatregelen die bedoeld zijn om overlast als gevolg van de in het gewest vastgestelde geweldplegingen die te maken hebben met drugshandel, -verkoop en -gebruik, te voorkomen en het herstel van de openbare orde te bevorderen;

Gelet op de Politieverordening van de Burgemeester van 4 september 2026 tot uitvoering van een aantal bepalingen van het besluit van de minister-president van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 2 september 2026 tot invoering van enkele bestuurlijke politiemaatregelen die bedoeld zijn om overlast als gevolg van de in het gewest vastgestelde geweldplegingen die te maken hebben met drugshandel, -verkoop en -gebruik, te voorkomen en het herstel van de openbare orde te bevorderen evenals de latere verlengingen ervan;

Overwegende dat de bovenvermelde politieverordeningen door de Burgemeester en door de Gemeenteraad werd genomen naar aanleiding van talrijke klachten van omwonenden, reizigers, toeristen en

hotelhouders; dat deze klachten betrekking hadden op belangrijke verstoringen van de openbare orde die het gevolg waren van nachtelijke activiteiten van enkele Horeca en winkels van de betrokken sector ;

Overwegende dat bepaalde maatregelen in de strijd tegen drugs bij het hierboven vermelde besluit van de Minister-President van 2 september 2026 opnieuw werd verlengd tot 2 maart 2027 op basis van de vaststelling dat het herstel van de openbare orde en met name de rust van de bewoners van de betrokken wijken de uitvoering van middellange- en langetermijnmaatregelen vereist en dat het noodzakelijk is om de ondernomen acties voort te zetten zolang er op het terrein geen voldoende significante verbeteringen zijn waargenomen om de openbare orde te waarborgen;

Overwegende dat de mogelijkheid om alcoholische dranken te verkrijgen in dit gebied op late uren problematisch is; dat het overmatig alcoholgebruik inderdaad een factor is die incidenteel gedrag vergemakkelijkt; dat nachtelijke activiteiten meer vatbaar zijn voor problematisch gedrag in verband met alcoholgebruik en drugsgebruik;

Overwegende dat de meeste overlast, slagen en verwondingen, vechtpartijen en andere ongemakken regelmatig voorkomen vanaf 23u en zich tot in het midden van de nacht voordoen;

Overwegende dat het wenselijk is 1 uur 's nachts als sluitingstijd op te leggen voor de handelszaken en activiteiten die voor het publiek toegankelijk zijn in een beperkte sector van het grondgebied van Sint Gillis; dat de invoering van dit sluitingsuur een duidelijke impact zal hebben op de vermindering van de verstoring van de openbare orde en de verbetering van de levenskwaliteit in de wijken;

Overwegende dat het gewelddadig gedrag dat door de politie in de betrokken gebieden wordt vastgesteld vaak zijn oorsprong vindt in overmatige consumptie van alcoholische dranken, die vaak wordt gecombineerd met het gebruik van verdovende middelen;

Overwegende dat de hinder soms geluidshinder is (hevig geschreeuw, breken van glazen flessen), soms aantasting van de openbare veiligheid en schade aan personen (mishandelingen, slagen en verwondingen, vechtpartijen met flessen, beschadiging of diefstal), soms aantasting van de openbare netheid (vuil, braaksel, urine, ontbering alsook de aanwezigheid van afval zoals blikjes, flessen, papier), alsook ongepast gedrag tegenover de omwonenden of voorbijgangers (schelden, wurgen, geschreeuw, intimidatie van vrouwen in de publieke ruimte, enz);

Overwegende dat deze maatregel, op het vlak van de handhaving van de openbare orde, er in hoofdzaak toe strekt terug te keren naar een voor alle partijen, met name de omwonende, de gebruikers van de openbare ruimte van Sint Gillis en van het station, de overheid, maar ook de personen die zelf rondzwerven, beheersbare terreinsituatie;

Overwegende dat inderdaad is waargenomen dat daklozen tot de eerste slachtoffers behoren van alcoholgerelateerd geweld, waardoor zij een gevaar vormen voor hun eigen fysieke integriteit en gezondheid, maar ook de veiligheid van de veldagenten in gevaar brengen, die vaak het slachtoffer zijn van agressie door dronken personen;

Overwegende dat de bevoegde overheidsniveaus (federaal, gewestelijk en gemeentelijk) een plan hebben aangenomen om de veiligheid en de netheid in het Zuidstation en zijn omgeving te verbeteren zodat deze eenmalige operatie nu uitmondt in structurele en duurzame maatregelen, zowel op veiligheidsvlak als op sociaal vlak;

Overwegende dat dit plan onder andere de verbod op alcohol in het station voorziet;

Overwegende dat de Preventiedienst, in samenwerking met verschillende verenigingen die terzake gespecialiseerd zijn, instaat voor de ondersteuning van en het voortdurend contact met straatpersonen die aan verslavingen lijden, door hen in samenwerking met de talrijke verenigingsactoren die actief zijn in de bedoelde gebieden, te oriënteren naar een zorgtraject;

Overwegende dat alcohol niet kan worden beschouwd als een basisbehoefte en dat het verbod op het consumeren van alcoholische dranken op plaatsen die als problematisch worden beschouwd in de openbare ruimte geen algemeen en absoluut verbod betreft;

Overwegende dat het aan elke autoriteit is om binnen het kader van haar bevoegdheden gebruik te maken van juridische middelen om deze zorgwekkende situatie in te dammen;

Overwegende dat de Raad van State in arrest nr. 241.671 van 30 mei 2018 benadrukt dat: « *elke wet op administratieve politie de bevoegde autoriteiten machtigt om preventieve maatregelen te nemen die gericht zijn op het voorkomen van verstoringen van de openbare orde voordat deze zich voordoen* » en dat « *de autoriteit in dit verband een ruime beoordelingsbevoegdheid heeft en rekening kan houden met elke potentieel gevaarlijke situatie en elk risico, zelfs een klein risico, voor de openbare veiligheid* »;

Overwegende dat het hierboven vermelde besluitwet van 14 november 1939 de toestand van dronkenschap op de openbare plaats bestraft, evenals het serveren van bedwelmende dranken aan duidelijk dronken personen en het laten drinken van een persoon tot evidente dronkenschap;

Overwegende dat de Gemeenten tot taak hebben de inwoners te laten genieten van een goede politie, met name van de openbare rust, de gezondheid en de openbare veiligheid; dat het aan de gemeentelijke overheid is om de gepaste en proportionele maatregelen te nemen om de handhaving van de openbare orde te verzekeren tegen de hierboven beschreven inbreuken;

Overwegende dat de maatregel beperkt is in de tijd, aangezien hij zal worden genomen tot op 2 maart 2027, waarna de situatie opnieuw zal worden geëvalueerd;

Overwegende dat de hoogdringendheid het niet toelaat te wachten op de eerstvolgende vergadering van de gemeenteraad om onderhavige verordening uit te voeren; dat de eerstvolgende zitting van de gemeenteraad immers pas op 10 september aanstaande zal plaatsvinden en dat het, gelet op de ernst van de situatie, noodzakelijk is de continuïteit van de maatregelen van bestuurlijke politie te waarborgen;

Overwegende dat de Gemeenteraad de maatregel zal moeten bevestigen tijdens zijn eerstvolgende zitting, anders zal het besluit zijn effect verliezen;

Gelet op de urgentie ;

BEVEELT:

Artikel 1: Perimeter

Dit besluit is van toepassing op het perimeter 1 - ZUID van het grondgebied van Sint-Gillis zoals weergegeven op de kaart in de bijlage van dit besluit.

- Perimeter 1 – « Stationswijk-Zuid »

- Zuid Station
- Baraplein
- Jamarlaan
- Poincarélaan
- Paul-Henri Spaaklaan
- Broodthaersplein
- Europaesplanade
- Grondwetplein
- Fonsnylaan (tussen Hallepoortlaan en Théodore Verhaegenstraat)
- Hallepoortlaan (tussen Ruslandstraat en Blaesstraat)
- Argonnestraat
- Ruslandstraat
- Engelandstraat
- Hollandstraat
- Zwedenstraat
- Joseph Claesstraat (tussen Fonsnylaan en Emile Féronstraat)
- Conraetsstraat (tussen Fonsnylaan en Emile Féronstraat)
- Denemarkenstraat (tussen Fonsnylaan en Emile Féronstraat)
- Merodestraat (tussen Hallepoortlaan en Théodore Verhaegenstraat)
- Onderwijsstraat
- Victor Hortaplein
- Frankrijkstraat
- Ernest Blerotstraat
- Europalaan
- Veeartsentunnel en Veeartsenstraat
- Théodore Verhaegenstraat (tussen Fonsnylaan en Emile Féronstraat)

Artikel 2: Sluitingsuren van winkels

Alle voor het publiek toegankelijke inrichtingen (horeca en gelijkgestelde, nachtwinkel, kapsalon, boekhandel, enz.), gelegen in de perimeter aangegeven in artikel 1, moeten ten laatste elke dag van de week en van het weekend om 1 uur 's nachts gesloten zijn en zullen niet ten vroegste tot 6 uur 's ochtends kunnen heropenen.

Artikel 3: Maatregelen en sancties

§1. In toepassing van artikel 4 van de wet van 24 juni 2013 betreffende de gemeentelijke administratieve sancties, wordt een administratieve geldboete van 175 tot 500 euro opgelegd in geval van een inbreuk op het artikel 2 van deze verordening.

§ 2. De politiediensten wordt vereist dat zij overgaan tot de onmiddellijke sluiting van de voor het publiek toegankelijke inrichting die tussen 01 uur en 06 uur's nachts geopend zal zijn, in strijd met de bepalingen van dit besluit.

§3. Overeenkomstig de wet betreffende de gemeentelijke administratieve sancties kunnen de of de sanctionerende ambtenaar alternatieve maatregelen worden voorgesteld als hij dat opportuun acht, zoals burgerprestatie, lokale bemiddeling of, voor minderjarigen, betrokkenheid van de ouders.

§4. De vaststellingen zullen worden gedaan door de Politie en de vaststellende beambten.

Artikel 4 : Duur

Deze ordonnantie is van toepassing van 3 september 2026 maart tot en met 2 maart 2027.

Artikel 5 : Bekendmaking

Deze verordening zal worden bekendgemaakt door aanplakking en door het online plaatsen op de website van de gemeente, in overeenstemming met artikel 112 van de Nieuwe Gemeentewet.

Artikel 6: Uitvoering

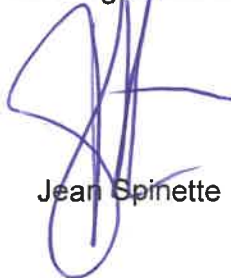
Dit bevel wordt doorgestuurd naar de Korpschef van de politiezone Zuid en naar Mevrouw de Sanctionerend Ambtenaar. Ze zijn belast met de uitvoering van deze verordening en met het toezicht op de naleving ervan.

Artikel 7 : Beroep

Bij de Raad van State kunnen beroep tot nietigverklaring en eventueel een opschortend beroep tegen deze verordening worden ingesteld. Het met redenen omklede verzoekschrift tot nietigverklaring of opschorting moet binnen zestig dagen na de bekendmaking ervan worden toegezonden aan de Raad van State, Wetenschapsstraat 33, 1040 Brussel, hetzij per aangetekende brief, hetzij per elektronische procedure (via de rubriek e-procedure op de website <http://www.raadvst-consetat.be>).

Gedaan te Sint-Gillis, 4 september 2026

De Burgemeester,



Jean Spinette

